

Regard critique sur la crise sanitaire du coronavirus

Claude Simard

Si la liberté a un sens, elle signifie le droit de dire aux autres ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre.

George Orwell, *La ferme des animaux*,
Préface, 1945

ARGAN – Mais enfin, venons au fait. Que faire donc quand on est malade ?

BÉRALDE – Rien, mon frère.

ARGAN – Rien ?

BÉRALDE – Rien. Il ne faut que demeurer en repos. La nature, d'elle-même, quand nous la laissons faire, se tire doucement du désordre où elle est tombée. C'est notre inquiétude, c'est notre impatience qui gâte tout; et presque tous les hommes meurent de leurs remèdes, et non pas de leurs maladies.

Molière, *Le malade imaginaire*, Acte III,
scène 3

La pandémie de coronavirus de 2019-2021 a plongé la planète entière dans la désolation, l'insécurité et la crainte. Des mesures exceptionnelles ont été appliquées un peu partout dans le monde pour freiner la propagation du COVID-19¹. Les activités commerciales, culturelles, éducatives ou sportives ont été ralenties quand elles n'ont pas été complètement suspendues. Des populations entières ont été obligées de se confiner à la maison. Jamais l'humanité n'a été soumise à des moyens de prévention aussi draconiens pour contrer une épidémie.

Cependant, quand on examine les statistiques disponibles, force est de constater que le COVID-19 ne semble proportionnellement pas plus dangereux que d'autres pathogènes qui ont marqué l'histoire. Pensons par exemple à la grippe espagnole qui, selon diverses estimations, a causé, en 1918 et 1919, entre 20 et 100 millions de morts sur

¹ J'utiliserai le masculin pour désigner le virus connu sous le nom de COVID-19 ou SARS-CoV-2. Je réserverai le féminin pour renvoyer à la maladie associée au virus.

près de 2 milliards d'humains, soit un taux de mortalité mondial oscillant entre 1 et 5 %, tandis qu'on recense, en avril 2021, environ 3 000 000 de morts attribués à la COVID-19 sur 7,55 milliards d'humains, soit un taux de mortalité mondial nettement inférieur de 0,04 %².

Les raisons médicales ne peuvent à elles seules expliquer la crise majeure qu'a déclenchée cette épidémie de coronavirus. Des facteurs sociopolitiques et culturels ont dû jouer tout autant. La véhémence inédite de la réaction de défense dont ont fait preuve les autorités et les populations, particulièrement celles d'Occident, contre ce pathogène à la virulence plutôt modérée révèle que le phénomène n'est pas seulement sanitaire, mais qu'il est aussi d'ordre civilisationnel et qu'il se rattache foncièrement à l'état de la pensée et de la sensibilité contemporaines.

Thème obsédant de l'actualité, la crise du coronavirus a créé un climat d'inquiétude, de confusion et de tension. Bien des avis contraires s'affrontent, et souvent avec passion. Dans ce contexte polarisé hautement polémique, il est difficile de se faire une idée juste de la situation. Je prends la parole ici à titre de citoyen cherchant à comprendre cet événement qui a bouleversé le monde. *Sapere aude*, telle est la devise qui m'inspire. Je mets un point d'honneur à garder mon indépendance d'esprit, quitte à remettre en question le discours officiel. À cause de mon attitude critique³, certains pourraient m'accuser d'emblée d'être un illuminé qui nie l'existence et la portée de la pandémie sévissant aujourd'hui. Qu'on se rassure: je ne partage aucunement les

² Les défenseurs du confinement objecteront que la pandémie actuelle aurait provoqué beaucoup plus de décès si les mesures de prévention adoptées par les gouvernements n'avaient pas été imposées à l'ensemble de la population. C'est oublier que, durant la grippe espagnole, des règles sanitaires ont aussi été prises comme l'isolement des malades ou le port du masque. C'est ne pas constater non plus que les États occidentaux, où la gestion sanitaire s'avère en général la plus sévère du monde, se situent parmi les pays les plus affectés de la planète avec d'autres pays du Tiers-Monde où les mesures prophylactiques sont appliquées moins systématiquement. En tout état de cause, il convient de souligner que les statistiques officielles doivent être interprétées avec prudence étant donné qu'elles ne sont pas établies avec la même rigueur ni de la même façon selon les pays. Certains démographes estiment que la mortalité due à la COVID-19 est plus importante que ce que laissent voir les chiffres publiés sur la pandémie. On serait plus près des 5 millions de décès que des 3 millions, ce qui porterait le taux de mortalité mondial à 0,07 %. Cf. Marie Verdier, « Covid-19: 3 millions de morts dans le monde mais une mortalité inégale », *La Croix*, 14 avril 2021. <https://www.la-croix.com/Monde/Covid-19-100-000-morts-France-3-millions-monde-2021-04-14-1201150804>.

³ La conservation de la vie biologique étant vue comme un principe suprême (quoique la légalisation de l'euthanasie dans plusieurs pays contredise cette prétention), peu de personnes ont osé porter un regard critique sur la gestion de la pandémie de coronavirus de peur d'être accusées de consentir à ce que des êtres fragiles meurent d'une maladie qui pourrait être freinée par des mesures de prévention. Contre vents et marées, certains libres penseurs ont eu l'audace de publier des essais qui remettent en question les choix des dirigeants politiques et sanitaires. Mentionnons entre autres: Alexandra Laignel-Lavastine, *La déraison sanitaire. Le Covid-19 et le culte de la vie par-dessus tout*, Éditions Au bord de l'eau, 2020; Jean-Dominique Michel, *Covid: Anatomie d'une crise sanitaire*, Paris, Éditions humenSciences/Humensis, 2020; Normand Mousseau, *Pandémie, quand la raison tombe malade*, Montréal, Éditions du Boréal, 2020; Michel Onfray, *La vengeance du pangolin. Penser le virus*, Paris, Robert Laffont, 2020; Olivier Rey, *L'idolâtrie de la vie*, Paris, Éditions Gallimard (coll. « Tracts Galimard »), 2020; Michel Weber, *COVID-1984 ou La vérité (politique) du mensonge sanitaire: un fascisme numérique*, Louvain-la-Neuve, Les éditions Chromatika, 2020.

divagations des « complotistes », car je ne crois pas du tout que cette crise ait été ourdie par des forces occultes machiavéliques, mais qu'il s'agit au départ d'un événement accidentel. Je désire seulement y voir plus clair en exerçant ma liberté de pensée. Je vais concentrer mon analyse sur le Québec étant donné qu'il s'agit de l'endroit où j'habite et où j'ai vécu la crise du coronavirus.

En chimie analytique, pour identifier la nature d'une espèce chimique non apparente dans une substance, on recourt à des « réactifs » qui permettent d'en attester la présence en réagissant de façon caractéristique à son contact. Par analogie, on peut avancer que la pandémie de coronavirus a été un moment d'exacerbation et de vive commotion qui, sur le plan anthropologique, a agi à la manière d'un réactif révélant les caractères profonds de nos sociétés actuelles et les enjeux auxquels elles font face.

Quelques observations générales sur la pandémie

Dès le début de 2020, l'épidémie de coronavirus a pris les dimensions d'une pandémie en se répandant assez rapidement à travers tous les continents. De la famille des coronavirus, le SARS-CoV-2⁴ responsable de la COVID-19⁵ est un agent pathogène émergent dont l'origine n'a pas été encore déterminée de façon certaine. Selon l'hypothèse la plus répandue⁶, le virus en question serait d'origine naturelle et aurait été transmis de l'animal à l'humain dans un marché de la ville de Wuhan en Chine. Il nous viendrait de la chauve-souris par l'intermédiaire du pangolin, espèce animale très recherchée en gastronomie et en médecine traditionnelle chinoises.

La pandémie a connu jusqu'à maintenant au moins deux vagues. La première a frappé le monde par surprise au printemps 2020. Les images macabres provenant notamment d'Italie, le pays européen le plus touché, ont été relayées sans cesse, semant l'effroi parmi les populations. Arrivée à l'automne 2020, la deuxième vague a fait moins de victimes, cette baisse ayant été enregistrée principalement dans les pays riches. Depuis son apparition, le virus a muté de sorte que plusieurs variants se sont développés. À l'heure actuelle, les médias rapportent que se propage, malgré la vaccination en cours, une troisième vague due à l'émergence de variants qui seraient plus contagieux et qui frapperaient aussi les jeunes et non plus seulement les personnes âgées⁷.

⁴ Abréviation de la formule anglaise *severe acute respiratory syndrome coronavirus 2*.

⁵ Le terme COVID-19 est issu de l'acronyme de *coronavirus disease 2019*.

⁶ Une autre hypothèse avancée est que le virus se soit échappé accidentellement d'un laboratoire de virologie de la ville chinoise de Wuhan. Une équipe de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, a mené une enquête à Wuhan durant l'hiver 2021. Les résultats de cette enquête n'ont cependant pas abouti à des conclusions probantes en raison du contrôle strict qu'a exercé le régime communiste chinois tout le long des travaux menés par les spécialistes de l'OMS.

⁷ Cette information n'a pas été confirmée. Contrairement à ce que le Premier ministre Legault a laissé entendre lors de sa conférence de presse du 13 avril 2021 au cours de laquelle il a déclaré que le nombre de jeunes hospitalisés avait considérablement augmenté, l'Institut national de santé publique du Québec a publié des données indiquant que « comparativement au sommet de la première vague, il y a sensiblement le même nombre de jeunes admis à l'hôpital ». Cf. Jean-Louis Fortin, « Les affirmations floues de François

Dans sa forme la plus grave, la maladie associée au COVID-19 se manifeste par une détresse respiratoire pouvant provoquer la mort. Les victimes se retrouvent principalement chez les vieillards (l'âge moyen des décédés avoisinant 80 ans) ou chez les personnes en mauvaise santé souffrant d'une comorbidité (hypertension, diabète, insuffisance coronarienne, cancer, surpoids)⁸.

Les autorités tant politiques que sanitaires des différents pays considèrent primordial de freiner l'épidémie et de prévenir la contagion par des mesures d'asepsie et de confinement étendues à toute la population plutôt qu'appliquées aux seuls groupes à risque. L'objectif visé est bien sûr de limiter le nombre de décès, mais une crainte aussi souvent évoquée est d'éviter coûte que coûte le débordement du système hospitalier. Toute la société a été mise ainsi en pause, les déplacements et les contacts sociaux ayant été réduits au minimum et encadrés par des règles sévères (désinfection des mains, port du masque, distanciation physique, couvre-feu, etc.).

C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que des politiques sanitaires aussi agressives sont appliquées à l'échelle planétaire. Des pandémies comparables relativement récentes n'ont pas donné lieu à un pareil emballement prophylactique. Ni la grippe asiatique de 1957-1958 ni la grippe de Hong Kong de 1968-1969, pourtant classées parmi les pandémies les plus meurtrières de l'histoire avec un nombre de décès estimé pour chacune entre un et quatre millions dans le monde, n'ont abouti à l'instauration d'un état d'urgence restreignant autant les libertés fondamentales des citoyens, dont la liberté de réunion, de circulation et d'expression. La parole des dissidents a été en effet systématiquement discréditée, les opposants au confinement étant souvent rangés sans distinction dans la même catégorie indigne des complotistes. De plus selon une déclaration prononcée par le secrétaire des Nations Unies le 22 février 2021, plusieurs régimes politiques dans le monde ont profité de la lutte contre la pandémie de COVID-19 pour exercer sur leur population un pouvoir indu⁹.

Cette réaction brutale face à une menace pour la santé publique somme toute similaire à d'autres auxquelles l'humanité a été confrontée dans le passé laisse soupçonner un décalage entre la réalité de l'épidémie et la manière dont elle a été perçue et présentée. Les faits peuvent toujours être amplifiés par la mentalité et le discours ambiants. C'est vraisemblablement ce qui s'est produit avec la pandémie actuelle. L'excès des mesures de précaution imposées pointe vers la thèse d'une dramatisation

Legault », *Le Journal de Montréal*, 17 avril 2021. <https://www.journaldemontreal.com/2021/04/17/les-affirmations-floues-de-francois-legault>

⁸ À propos de la présente crise du coronavirus, certains spécialistes ont proposé d'utiliser le terme de *syndémie* à la place de *pandémie*, pour mieux rendre compte du phénomène de comorbidité issu de l'interaction du SARS-CoV-2 avec d'autres maladies chroniques.

⁹ Marc Thibodeau, « Des abus sous couvert de pandémie », *La Presse*, 23 février 2021. <https://www.lapresse.ca/international/2021-02-23/des-abus-sous-couvert-de-pandemie.php>

propre à l'esprit du temps, au *Zeitgeist*¹⁰ de notre époque pour user du terme correspondant de la philosophie allemande.

Aujourd'hui la santé constitue sans conteste une des principales préoccupations des sociétés occidentales. La plupart des pays développés lui consacrent plus de la moitié du budget national. Les médecins forment un des corps professionnels les mieux rémunérés et les plus prestigieux. Les problèmes touchant les systèmes de santé font souvent la manchette des médias. La lutte contre telle ou telle maladie est l'objet de fréquentes campagnes de sensibilisation et de levée de fonds. Les pays riches de l'Occident sont amenés à se soucier autant des questions de santé en raison, entre autres, du vieillissement de leurs habitants qui les rend physiquement plus vulnérables. Une épidémie comme celle du coronavirus qui affecte surtout les personnes âgées ne peut que troubler profondément la psyché des sociétés occidentales en menaçant la sécurité sanitaire que leurs citoyens plus âgés souhaitent à tout prix.

Dans les pays pauvres dont la démographie est plus jeune, la réponse au danger de la COVID-19 a été en général moins véhémente et moins anxiogène, même si le virus les a durement frappés. Leurs faibles moyens économiques les empêchent d'offrir un soutien financier aux travailleurs qui seraient mis au chômage par des mesures de confinement. Il leur est en outre impossible d'étendre le travail à distance du fait qu'une bonne partie des emplois qui y sont exercés concernent des métiers manuels traditionnels. Enfin, sur le plan culturel, les populations des pays pauvres, qui sont encore fortement religieuses, acceptent l'adversité avec plus de résignation et sont plus habituées à endurer les épreuves de « la dure expérience de la vie, maîtresse suprême de toutes les disciplines », pour reprendre les termes de l'écrivain José Saramago¹¹.

Sur ce terreau psychosocial de la hantise de la santé, les médias, omniprésents dans les sociétés occidentales, ont pu entretenir une forme de psychose collective de nature à faire accepter comme une fatalité par la population la restriction de leurs libertés fondamentales au nom du bien public. Ils ont véhiculé l'idée qu'aucun autre choix n'était possible. Les articles et les reportages sur la pandémie ont envahi les journaux, la radio, la télévision et les réseaux sociaux au point que les autres sujets d'actualité d'ordre national ou international ont été éclipsés¹². Les chefs d'État n'ont pas hésité à s'adresser solennellement à leurs commettants à plusieurs reprises pour les inciter à suivre les consignes sanitaires dans cette « guerre » épidémiologique. Les gouvernements ont tenu quotidiennement des points de presse sur la progression du COVID-19, inondant la

¹⁰ Le concept de *Zeitgeist* se réfère au climat culturel et intellectuel d'une époque ou d'une société. Il désigne le système d'idées, de représentations, de valeurs qui détermine, souvent inconsciemment, la pensée et le comportement des individus et des collectivités.

¹¹ José Saramago, *L'aveuglement*, traduction du portugais par Geneviève Leibrich, Paris, Éditions du Seuil, collections « Points », 1997, p. 110. Cette œuvre du célèbre prix Nobel de littérature portugais raconte une épidémie de cécité qui frappe un pays et le paralyse totalement en l'espace de quelques mois malgré les mesures prophylactiques imposées au départ.

¹² Par exemple, les médias et les parlements occidentaux ont fait preuve en général d'un silence honteux face à la guerre d'invasion à caractère génocidaire de la région arménienne de l'Artsakh qu'a menée, à l'automne 2020, avec l'aide de la Turquie, la dictature de l'Azerbaïdjan.

population de données sur le nombre de décès, d'hospitalisations et de cas de contamination. Dans ce battage médiatique sans précédent, les journalistes et les commentateurs, loin de se permettre d'examiner de façon critique la pertinence et l'efficacité des mesures en place, se sont efforcés en général d'appuyer et de relayer le discours prophylactique officiel, et même, dans plusieurs cas, de réclamer encore plus de restrictions.

Pourtant, bien des aspects de la gestion de la crise sanitaire par les pouvoirs publics paraissent sujets à caution et devraient être discutés. J'en examinerai sept.

1. Impréparation inexcusable et dépendance pharmaceutique de l'Occident

Dès le début de la pandémie, les gouvernements ont été littéralement pris de court et ont donné l'impression d'être dépassés devant la transmission fulgurante du virus à travers le monde. Très vite, dans les pays occidentaux pourtant très développés, on a été aux prises avec un manque flagrant d'équipement médical de base comme les masques chirurgicaux pour le personnel de santé et le matériel de réanimation. Les nations riches ont constaté avec stupeur la fragilité de leur système de santé ainsi que leur très forte dépendance à l'égard de la Chine pour leurs médicaments. La mondialisation ayant entraîné la délocalisation des entreprises, la République populaire de Chine, où la main d'œuvre est docile et bon marché, est devenue le principal producteur de médicaments et de leurs ingrédients actifs, l'industrie pharmaceutique de l'Empire du Milieu représentant à elle seule environ 80 % du marché planétaire.

L'imprévoyance des pouvoirs publics s'explique difficilement. La situation n'était pas en effet inédite, car plusieurs épidémies mondiales sérieuses s'étaient déjà manifestées dans un passé récent: le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère dû au coronavirus) en 2002-2004 et la grippe H1N1 en 2009-2010. Certains États avaient même mandaté des comités officiels pour élaborer des politiques nationales de prévention. Par exemple, à la suite de la pandémie du SRAS, un rapport parlementaire a été préparé en France en 2005 sur la base duquel un plan gouvernemental a été établi qui prévoyait un ensemble de mesures pour faire face à d'autres épidémies dans l'avenir¹³. Le bilan de la France pour l'actuelle pandémie de coronavirus s'est avéré néanmoins très décevant.

Il faut espérer qu'une telle imprévoyance ne se reproduira plus et qu'à la lumière de l'expérience traumatisante de la COVID-19 les États sauront mieux se prémunir des menaces épidémiques qui pèsent de plus en plus dans notre monde interconnecté, où les différentes régions sont intégrées et interdépendantes comme jamais auparavant dans l'histoire. Il est primordial que les pays occidentaux retrouvent leur autonomie pharmaceutique pour se libérer de l'état de vulnérabilité dans lequel ils se sont laissé piéger et dont la Chine pourrait se servir comme une arme redoutable en cas de conflit.

¹³ Sénat de la République française, *Le risque épidémique* (rapport n° 332, 2005), <https://www.senat.fr/rap/r04-332-1/r04-332-1.html>

2. Gouverne incohérente, déshumanisante et coercitive

Le mode de communication pratiqué par les autorités a été souvent source de confusion en raison des messages contradictoires qui ont été livrés à la population au fur et à mesure que progressait la pandémie. Au début, quand sévissait la pénurie de masques, on a soutenu que ceux-ci n'étaient pas utiles à large échelle, qu'ils risquaient même devenir des foyers d'infection pour les gens ordinaires ne sachant pas les porter correctement. Un peu plus tard, on rendait obligatoire le port du masque dans les lieux publics. Lors d'une conférence de presse tenue le 16 mars 2020, le directeur national de la Santé publique du Québec, le D^r Horacio Arruda, affirmait que le couvre-feu ne convenait pas à une situation de pandémie, qu'il se rencontrait plutôt dans des situations de guerre ou d'émeute. Pourtant, le 9 janvier 2021, un couvre-feu était imposé sur l'ensemble du territoire du Québec et il est toujours d'application obligatoire, même si le D^r Arruda a avoué lors du point de presse du 6 janvier 2021 que cette mesure n'était fondée sur aucune validation scientifique. Plus récemment, dans la semaine du 11 avril 2021, le gouvernement a annoncé l'imposition du masque à l'extérieur selon des règles si compliquées que le directeur de la santé publique n'a pas réussi lui-même à les expliquer. Face à ce cafouillage, le Premier ministre a dû reculer.

La comparaison des mesures de confinement imposées révèle des illogismes flagrants. Les réunions de famille ou d'amis sont pratiquement prohibées alors que l'on permet à des dizaines de personnes de s'entasser dans les transports en commun urbains. Dans les régions du Québec les plus touchées par la pandémie, les commerces dits « non essentiels » tels que les restaurants, les centres de conditionnement physique ou les magasins de vêtements sont fermés. Néanmoins, le gouvernement, sans doute pour ne pas perdre des revenus substantiels, laisse ouvertes ses succursales de vente d'alcool et de cannabis comme si ces deux types de consommation secondaires étaient indispensables à la santé des citoyens.

Le plus triste, c'est que bien des restrictions imposées par les autorités ont des effets destructeurs sur les relations humaines. Les parents et les grands-parents ne peuvent plus voir en personne leurs enfants ni leurs petits-enfants depuis plus d'un an. Les amis sont empêchés de se rencontrer. Cantonnés au télétravail ou au télé-enseignement à la maison, les travailleurs et les étudiants n'entretiennent que des rapports virtuels entre eux. Les familles ne peuvent même plus accompagner leurs proches mourants à l'hôpital ni offrir à leurs morts des funérailles décentes. Dans ces conditions d'isolement forcé, le tissu social et familial ne peut que se désagréger et les sentiments de fraternité et d'attachement, faute d'être nourris par la compagnie des autres, risquent de s'étioler. Au nom de la survie, les autorités n'ont pas craint de supprimer ce qui fait la substance et le bonheur de la vie, ce qui soutient et stimule l'individu au quotidien: le milieu de travail, les relations sociales, les liens familiaux, les sorties récréatives, l'activité sportive, l'expression culturelle et artistique... À quoi sert donc de vivre si on ne peut pas en profiter?

Les opposants à ces mesures de confinement s'exposent à des formes de sanction très lourdes, voire excessives. Bien des cas de brutalité policière ont été observés un peu partout dans le monde, en France, en Belgique¹⁴, en Australie et au Canada notamment. Au Québec, la police, de manière très intrusive, peut entrer dans un domicile privé avec un mandat obtenu numériquement sans autre justification que le soupçon d'un rassemblement interdit. Les amendes encourues sont disproportionnées par rapport à la nature des infractions reprochées. Rangée pratiquement parmi les délits criminels, une simple réunion de famille ou d'amis excédant le nombre de personnes permis peut faire l'objet d'une condamnation à une amende de 1 500 à 6 000 dollars. L'obsession virologique a fait perdre à nos autorités tout sens de la mesure.

3. Mythification et instrumentalisation des sciences médicales

Dans les sociétés traditionnelles, le pouvoir politique cherche à s'appuyer sur la religion en faisant passer ses décisions pour des volontés divines. La pandémie de coronavirus laisse voir que dans les États modernes la science a remplacé la religion comme caution du pouvoir politique. En effet, les décisions gouvernementales concernant la pandémie sont régulièrement justifiées par référence à des avis de spécialistes en santé. Elles ne pourraient par conséquent pas être contestées puisqu'elles se fonderaient sur des savoirs scientifiques infaillibles.

Soulignons d'abord que, validées ou non par des données scientifiques, les mesures de confinement imposées par les gouvernements restent avant tout des décisions politiques qui contraignent les citoyens à un nouveau mode de vie dissolvant les rapports sociaux. Le Premier ministre du Québec, François Legault, a avoué lui-même qu'il est souvent allé plus loin que les recommandations des experts de la Santé publique.

Rappelons ensuite que la science est fondée sur le doute méthodique et qu'il existe en son sein maints débats théoriques. Les autorités entretiennent au contraire l'image d'un consensus qui règnerait parmi les scientifiques sur les diverses questions entourant la gestion de la crise sanitaire. Elles cherchent ainsi à orienter l'opinion dans son sens en laissant croire qu'elles reçoivent un appui unanime des experts.

Cette unanimité n'existe pas vraiment. Bien des spécialistes des sciences médicales et biologiques ont fait entendre dans divers pays des propos qui divergent de la pensée dominante sur de nombreux points tels que les modèles prévisionnels de la pandémie, les traitements de la COVID-19, la vaccination, les tests de dépistage PCR, la réclusion de la population, etc. Bien des universitaires en sciences humaines et en sciences sociales ont également proposé des analyses qui alertent le public sur les dommages collatéraux du confinement. Malheureusement, étant donné que dans cette

¹⁴ La police de Bruxelles est allée jusqu'à lancer sa cavalerie sur une foule de manifestants qui s'étaient rassemblés dans un parc de la capitale belge. « Polémique après l'intervention musclée de la police lors d'un rassemblement interdit à Bruxelles », *Le Figaro*, 3 avril 2021.
<https://www.lefigaro.fr/international/polemique-apres-l-intervention-musclée-de-la-police-lors-d-un-rassemblement-interdit-a-bruxelles-20210402>

crise l'accent est mis sur la seule dimension physique de la santé, les spécialistes des sciences humaines et sociales sont beaucoup moins écoutés que leurs confrères des sciences naturelles. La fixation de l'attention sur le seul impératif médical immédiat écarte en effet la considération des dégâts économiques, sociaux et psychologiques que subit la population.

Rappelons quelques sujets de controverse qui ont eu plus ou moins d'écho dans les médias. Une publication de chercheurs de l'Institut économique de Montréal¹⁵ a par exemple avancé que la gestion de la crise sanitaire a été établie d'après des prévisions alarmistes. Ses auteurs critiquent entre autres le rapport du professeur de biologie mathématique Neil Ferguson de l'Imperial College London. À la mi-mars 2020, Ferguson et son équipe ont publié un rapport qui estimait que la COVID-19 pourrait rapidement faire jusqu'à 510 000 morts au Royaume-Uni et 2,2 millions aux États-Unis¹⁶. Malgré leur grande marge d'incertitude, les modélisations de Ferguson ont largement déterminé la stratégie du confinement général du gouvernement britannique.

Les tests PCR sont largement utilisés à travers le monde pour dépister les personnes contaminées par le COVID-19. Leurs résultats sont souvent brandis pour annoncer une explosion incontrôlée de cas d'infection. En raison de la grande sensibilité de ces tests, des experts en santé publique ont cependant émis des doutes quant à leur fiabilité au-delà de 35 à 40 cycles d'amplification des fragments de virus prélevés chez le patient. Des personnes diagnostiquées positives transporteraient une quantité de virus tellement infime qu'elles ne seraient pas en fait contagieuses ou très peu¹⁷.

En octobre 2020, une pétition portant le nom de « Déclaration de Great Barrington »¹⁸ a été signée par plus de 6 000 scientifiques et médecins. Dans leur déclaration, ceux-ci déplorent que les politiques de confinement général soient susceptibles de produire des effets désastreux sur la santé publique à court et à long terme. Ils préconisent plutôt une approche ciblée qui concentrerait les efforts de protection sur les personnes vulnérables tout en permettant aux gens non à risque de reprendre leur vie normale dans tous les secteurs d'activité.

¹⁵ Philippe Mercure, « Des chercheurs remettent en question le “bien-fondé du confinement” », *La Presse*, 5 juin 2020. https://plus.lapresse.ca/screens/ffb9eebd-38c9-41bd-b8d9-11f100a5435a_7C_0.html.

¹⁶ En date du 12 avril 2021, le Royaume Uni déplorait 127 087 décès attribués à la COVID-19 et les États-Unis 567 591.

¹⁷ Pascale Bollekens avec Johanne Montay, « Votre test PCR est positif ? Cela ne signifie pas nécessairement que vous êtes porteur du Covid-19, ni contagieux », *Info-rtbf.be*, 8 septembre 2020. https://www.rtbf.be/info/societe/detail_coronavirus-vous-avez-un-test-pcr-positif-et-vous-ne-l-etes-peut-etre-pas-ou-vous-n-etes-pas-contagieux?id=10578123. Le Conseil scientifique de France a publié le 17 novembre 2020 une note qui souligne les limites des tests PCR: « Les tests RT-PCR sont plus sensibles. Du fait de leur sensibilité, et en absence de tests quantitatifs (détermination des charges virales), ces tests peuvent amener à des isollements inutiles dans la mesure où environ 20 % des personnes dépistées PCR positifs (détection d'ARN viral) présentent une excrétion virale nulle ou faible les rendant non contagieuses. » (p. 2)

<https://www.datapressepremium.com/rmdiff/2009019/noteconseilscientifiqueclairagetestsrapides>.

¹⁸ [La Déclaration de Great Barrington - Great Barrington Declaration \(gbdeclaration.org\)](http://gbdeclaration.org)

L'Association des pédiatres du Québec¹⁹, après des semaines de fermeture des écoles primaires, a demandé, en avril 2020, au gouvernement de les rouvrir à cause des nombreux dommages engendrés chez les enfants par un confinement prolongé: risques accrus de violence domestique dus à la réclusion imposée, retards d'apprentissage, déperdition psychologique suscitée par l'absence de liens sociaux, etc. Lors de la deuxième vague de la pandémie, la même association a publié le 5 octobre 2020 un communiqué²⁰ dénonçant le « sacrifice générationnel » des adolescents dont la santé physique et mentale est durement affectée par le port obligatoire du masque en classe, la suspension des activités sportives, le manque de socialisation, etc.

Comme si la lutte contre le coronavirus exigeait une mobilisation monolithique devant mettre fin au débat et rendant suspecte la pensée critique, il s'est fâcheusement installé, au sein même de la communauté scientifique, une sorte d'omerta qui vise à cautionner les directives gouvernementales et à faire taire les contestataires. Sans peur des réprimandes, un médecin retraité a reproché dernièrement au Collège des médecins du Québec de bâillonner la parole de ses membres et d'empêcher toute critique de la gestion sanitaire menée par le gouvernement et la Santé publique²¹. Ainsi que le médecin le déplore lui-même, ce genre de censure est une entorse à la démocratie qui ne peut que nuire au bien de la population en la maintenant dans un régime liberticide.

4. Position autoritariste des dirigeants et fragilisation de la démocratie

Dès le début de la pandémie, les gouvernements ont déclaré l'état d'urgence, ce qui leur a donné l'occasion de s'arroger les pleins pouvoirs et d'imposer à leur peuple toutes sortes de restrictions qu'il aurait été impossible d'autoriser en temps normal. La société a été littéralement séquestrée: les restaurants, les bars, les salles de sports, les salles de spectacle, les commerces dits « non essentiels », les universités, les écoles ont dû fermer ; les rencontres de famille et d'amis ont été prohibées; les voyages ont été annulés et les frontières ont été bloquées; les gens ont été sommés de garder une bonne distance entre eux, de se désinfecter les mains régulièrement et de se couvrir le visage en public. Le régime épidémiologique mis en place depuis plus d'un an a exercé ainsi un contrôle absolu sur tous les aspects de la vie personnelle²² et sociale.

¹⁹ Stéphanie Marin, « Les pédiatres du Québec en faveur d'un déconfinement progressif des enfants », *Le Soleil*, 24 avril 2020, <https://www.lesoleil.com/actualite/covid-19/les-pediatres-du-quebec-en-faveur-dun-deconfinement-progressif-des-enfants-d9d42bc1db1ad14c7c640e864e3d38bc>.

²⁰ Radio-Canada, « COVID-19: les pédiatres dénoncent le « sacrifice » d'une génération d'ados », 5 octobre 2020, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1738958/coronavirus-adolescents-problemes-dependance--masques-covid-19>.

²¹ Robert Béliveau, « Le Collège des médecins a-t-il failli à sa mission? », *Le Presse*, 12 avril 2021, <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-03-29/le-college-des-medecins-a-t-il-failli-a-sa-mission.php#é>

²² Aucun aspect n'a été oublié. Ainsi l'administratrice en chef de l'Agence de la santé publique du Canada, la D^{re} Theresa Tam, ne s'est pas gênée pour donner des conseils aux Canadiens à propos de leurs pratiques sexuelles en temps de pandémie et leur a recommandé de privilégier le plaisir solitaire.

L'état d'urgence a suspendu le parlementarisme et a permis au gouvernement de prendre toutes les mesures sanitaires de son choix sans devoir les faire voter par l'assemblée des députés. Au Québec, le gouvernement de François Legault dirige la province par décrets et arrêtés ministériels depuis plus d'un an. Étant donné que la loi prévoit une période limitée pour l'instauration de l'état d'urgence sanitaire, il se voit contraint de renouveler ses décrets²³ tous les 10 jours. Jusqu'à maintenant, il l'a fait à une cinquantaine de reprises sans jamais consulter les parlementaires.

Au lieu de débattre à l'assemblée nationale des mesures sanitaires qu'il impose à toute la population, le Premier ministre Legault préfère s'en remettre à une « cellule de crise » qu'il consulte quotidiennement et qui est formée d'une vingtaine de personnes comptant peu d'élus, un seul scientifique et une majorité d'attachés politiques et de conseillers en communication. Ces personnes n'ont pas du tout été mandatées par le peuple pour contrôler son comportement dans les moindres détails, jusqu'à l'heure de rentrer à la maison le soir.

L'opposition, quant à elle, reste en général plutôt obéissante et n'ose pas critiquer le gouvernement sur le fond de sa gestion sanitaire. Les diverses formations politiques de l'Assemblée nationale ont même adopté à l'unanimité, le 13 avril 2021, une motion appuyant toutes les mesures sanitaires en vigueur, y compris l'imposition du couvre-feu²⁴. Les partis d'opposition s'en tiennent surtout à des aspects complémentaires tels que l'absence de consultation des parlementaires ou le manque de transparence et la confusion dans la communication gouvernementale²⁵. Ils ne se donnent pas la liberté d'examiner le cœur du problème et de remettre en cause le bien-fondé de l'ensemble de la politique sanitaire du gouvernement ni de telle ou telle mesure particulière²⁶, sans doute dans la crainte d'être accusés de se dégager de leur responsabilité sociale et de faire

²³ Sur la question du gouvernement par décret, voir l'entrevue donnée par Louis-Philippe Lampron, professeur à la Faculté de droit à l'Université Laval: David Rémillard, « Un an de gouvernance par décret: "une faille gigantesque" dans la loi », *Radio-Canada*, 3 avril 2021. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1782015/>

²⁴ Au lieu d'avaliser le discours gouvernemental, nos députés de l'opposition devraient prendre acte que toutes les données empiriques disponibles montrent que le couvre-feu, mesure que le Québec est le seul à appliquer en Amérique, n'a vraiment pas d'utilité pour freiner la propagation du virus, mais qu'il a par ailleurs des conséquences délétères sur le plan économique, psychologique, physiologique et relationnel. Cf. le texte du gérontologue Julien Simard, « Couvre-feu et canicules, une question urgente de santé publique », *Le Devoir*, 19 avril 2021. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/599049/idees-couvre-feu-et-canicules-une-question-urgente-de-sante-publique>

²⁵ Le jeune député de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, est un des rares parlementaires à oser critiquer la gestion sanitaire du gouvernement. Même s'il cautionne en général les règles qui affectent la vie quotidienne des citoyens, il reproche au gouvernement Legault de se limiter à ce type de mesures individuelles et d'éviter de mettre en œuvre d'autres mesures qu'il appelle « institutionnelles » afin de remédier à des problèmes tels que le manque d'équipement de protection pour le personnel soignant, l'amélioration des systèmes d'aération dans les écoles, le déploiement de tests rapides pour faciliter le dépistage, etc.

²⁶ Exceptionnellement, quelques représentants du PQ et du Parti libéral du Québec ont participé à la grande manifestation pour la reprise des sports qui a eu lieu à Québec le 7 mars 2021. Offusqué par ce délit lèse-sanitaire au sein de la classe politique, le Premier ministre Legault a accusé « ces leaders d'être contre la science et contre la Santé publique ».

le jeu des « complotistes » en ne soutenant pas inconditionnellement des décisions censées sauver des vies et préserver le système de santé public.

Pour maintenir leur emprise sur la population et emporter son adhésion aux mesures de confinement, la plupart des gouvernements, particulièrement ceux d'Occident, ont tenu un discours axé sur la peur, la culpabilisation et la menace. Des scénarios apocalyptiques ont été souvent évoqués à propos d'hôpitaux congestionnés où le personnel soignant serait forcé de reporter une foule de chirurgies et de traitements et, pis encore, de trier les mourants aux soins intensifs. On évite cependant d'incriminer les compressions budgétaires récurrentes et les problèmes organisationnels qui, au cours des dernières années, ont affaibli les services de santé publics. Devant la difficulté de contrer la propagation du virus, les autorités, loin de remettre en cause leur politique, ne se gênent pas pour s'en prendre au peuple et rejeter la faute sur les comportements de délinquants accusés de mettre à mal les efforts des soignants et des autres citoyens. Différents groupes ont servi au fil des mois de boucs émissaires, notamment les jeunes, les voyageurs et bien sûr les anticonfinistes. Pour frapper encore plus les esprits, les gouvernements recourent à la stratégie de l'intimidation en menaçant les gens de durcir les mesures de confinement s'ils ne s'y soumettent pas scrupuleusement. Loin de faire appel à la raison et au civisme ainsi qu'ils le prétendent, les dirigeants ont misé sur un mode de communication anxigène et autoritaire pour amener le peuple à se plier aveuglément à leurs exigences.

La pandémie a engendré une censure sanitaire. Tout débat sur la gestion de la crise est bâillonné. Seules les opinions favorables aux mesures de confinement ont droit de cité. La parole des dissidents est systématiquement discréditée par les politiques comme par les journalistes. Leurs avis sont condamnés sans discussion. Quiconque n'endosse pas le discours officiel est affublé de l'étiquette infamante de « complotiste »²⁷ et est rejeté parmi les citoyens irresponsables, voire indésirables. Ce genre d'exclusion idéologique est connu comme une des armes les plus efficaces pour installer dans une société une pensée unique.

Dans l'ensemble, les médias se sont montrés complaisants envers les autorités et ont transmis servilement leur discours confiniste, en ajoutant souvent une touche de sensationnalisme. Ils ont participé sans faire preuve d'aucun esprit critique à la propagation d'information mystifiante. Après le printemps 2020, comme le nombre de morts n'était plus assez élevé pour impressionner les gens, la couverture de la pandémie s'est organisée autour du nombre de « cas », terme flou permettant toutes sortes de manipulations. La courbe des « cas » d'infection dépistés peut en effet varier selon le nombre de tests effectués d'un jour à l'autre, mais comme dans les articles de journaux ou les bulletins de nouvelles cette proportion n'est jamais précisée, l'interprétation suggérée

²⁷ Les Québécois se sont montrés particulièrement inventifs pour créer des qualificatifs péjoratifs accolés aux personnes qui ne respectent pas la vertu sanitaire. Les contestataires du confinement sont appelés des *covidiot*s. Les voyageurs dans le Sud sont devenus des *touristatas*. Les marcheurs des manifestations contre le port du masque ou le couvre-feu sont présentés comme des défenseurs loufoques de la *libarté*, la prononciation populaire *ar* marquant la vulgarité et la stupidité qu'on leur attribue.

va dans le sens d'une augmentation absolue plutôt que d'une fluctuation d'un moment à l'autre. En outre, comme il a expliqué précédemment, être positif à un test PCR ne signifie pas forcément être malade ni être contagieux, mais les chiffres sont présentés de façon alarmiste comme si c'était le cas. Pareille désinformation n'a pas aidé à clarifier la situation et l'a rendue au contraire encore plus anxiogène.

Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, les gouvernements n'ont pas non plus hésité à assortir leurs mesures d'un appareil de coercition extrêmement rigoureux. *Surveiller et punir*, voilà comment, selon la célèbre formule de Foucault²⁸, le pouvoir entend s'exercer en ce temps de pandémie. Les peines infligées pour le non-respect des règles sanitaires s'avèrent abusives et elles vont à l'encontre des principes démocratiques à la base d'un État de droit libéral. Les pouvoirs accordés à la police semblent disproportionnés, voire abusifs. Sont décrétées des mesures qui rappellent de sombres périodes de guerre comme le couvre-feu. Un honnête citoyen pourra être arrêté par la police et être condamné à payer une amende exorbitante de 1 500 \$ seulement pour s'être promené tranquillement dans son quartier après 20 h. Cette crise sanitaire sera assurément vue par les historiens comme une terrible période d'absurdité et d'abus de pouvoir.

5. Omnipotence et déloyauté de l'industrie pharmaceutique

Pour contrer la menace du coronavirus, très tôt s'est engagée une course éperdue aux médicaments et surtout aux vaccins. Les compagnies pharmaceutiques sont alors apparues comme des entreprises providentielles qui allaient pouvoir sauver l'humanité des ravages de la pandémie.

Or, les compagnies pharmaceutiques ne sont pas des organisations philanthropiques, loin de là. Elles restent des entreprises commerciales qui fabriquent et vendent des produits pour traiter les maladies dans le but de faire des profits. La peur du coronavirus a fait oublier que les grandes firmes pharmaceutiques telles qu'AstraZeneca, Johnson & Johnson, Moderna ou Pfizer occupent le marché le plus rentable du monde et qu'elles obéissent à une logique plus financière qu'humanitaire. Nombre de publications²⁹ ont dénoncé l'influence, sinon la corruption, dont les multinationales pharmaceutiques usent au sein de la pratique médicale, de l'enseignement et de la recherche pour accroître leurs bénéfices et étendre leur puissance dans le monde.

On ne compte plus les scandales sanitaires impliquant les grands laboratoires pharmaceutiques. Pour mémoire, citons quelques affaires graves.

²⁸ Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 313 p.

²⁹ Voir entre autres Mikkel Borch-Jacobsen (dir.), *Big Pharma: une industrie toute-puissante qui joue avec notre santé*, Paris, Les Arènes, 2013, 528 p. Lire aussi le rapport de la Chambre des communes britanniques sur les dessous de l'industrie pharmaceutique: House of Commons- Health Committee, *The Influence of Pharmaceutical Industry*, London, 2005, 124 p.
<https://publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmhealth/42/42.pdf>

Pfizer a une histoire judiciaire assez inquiétante. En 2009, le Département de Justice du District du Massachussetts a condamné la multinationale américaine à payer 2,3 milliards de dollars pour marketing frauduleux relativement à quatre de ses médicaments. En 1996, Pfizer a réalisé des essais cliniques pendant une épidémie de méningite dans l'État de Kano au Nigéria. Environ 200 enfants ont participé à ces tests expérimentaux, la moitié ayant été soignée avec l'antibiotique Trovan dont l'efficacité n'avait pas encore été prouvée. Selon le gouvernement nigérian, les essais cliniques de Pfizer ont causé la mort de onze enfants, en plus de problèmes de surdité, de cécité et de paralysie chez des dizaines d'autres. En juillet 2009, après des années de bataille judiciaire, Pfizer et l'État de Kano ont conclu un accord de 75 millions de dollars, l'ampleur des indemnités variant de toute évidence selon l'origine géographique des victimes.

Durant la crise du coronavirus, un scandale a éclaté en Europe à propos d'un antiviral censé traiter la COVID-19, le Remdesivir du laboratoire américain Gilead. En juin 2020, l'Agence européenne des médicaments en recommande l'utilisation puis la Commission européenne en achète pour un milliard d'euros. Mais en novembre 2020, l'OMS le déconseille fortement, déclarant que le Remdesivir est inutile pour le traitement de la COVID-19 et qu'il peut même avoir une action néfaste sur les reins. Malgré ses fausses prétentions quant à l'efficacité de son antiviral, la firme Gilead ne semble pas avoir l'intention de rembourser les pays européens pour les commandes qu'ils ont passées avec elle.

Face aux pratiques douteuses des compagnies pharmaceutiques, un minimum de circonspection serait de mise même en ces temps de crise sanitaire. Les vaccins³⁰ contre le COVID-19 ont été produits en un temps record, à peine un an, alors que l'élaboration d'un vaccin passe par plusieurs étapes très contrôlées qui s'étalent habituellement sur une dizaine d'années. On tente de nous rassurer en alléguant que l'urgence a accéléré tout le processus, de la recherche en laboratoire aux différents essais cliniques jusqu'à l'homologation finale par les agences gouvernementales. Il faut espérer que l'état d'avancement de la science explique véritablement cette célérité inédite de la recherche pharmaceutique.

Parmi les vaccins qui sont actuellement utilisés à travers le monde contre le COVID-19, certains appartiennent à la nouvelle famille des vaccins à ARN. Objet de recherche depuis une dizaine d'années, ces vaccins sont administrés pour la première fois à des millions de personnes. Les organismes de santé publique nous en garantissent l'innocuité. Mais en l'état actuel des connaissances, personne ne peut prévoir avec certitude les conséquences à moyen et à long terme de cette vaccination expérimentale de masse. Que des gens s'inquiètent face cette vaste opération vaccinale est donc tout à fait

³⁰ Je tiens à préciser que je ne suis nullement anti-vaccin. Au contraire, je crois que la vaccination est une avancée pour l'humanité et qu'elle a contribué à sauver des millions de vies. Je me suis fait moi-même vacciner contre le COVID-19.

compréhensible, surtout en ces temps où circulent toutes sortes d'informations contradictoires.

En raison des risques et des coûts élevés que doivent assumer les compagnies pharmaceutiques et de l'impératif ressenti par les États de vacciner leur population pour un retour tant espéré à une vie normale, des ententes gardées secrètes ont été conclues entre les gouvernements acheteurs et les laboratoires producteurs qui dégagent ces derniers de toute responsabilité en cas de complications chez les personnes vaccinées. Cette impunité consentie aux firmes pharmaceutiques illustre bien l'immense ascendant qu'elles exercent non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique.

Quoi qu'il en soit, les États ont soutenu financièrement le développement de ces vaccins. Des sommes publiques considérables ont été données aux laboratoires afin d'accélérer la recherche de moyens de lutte contre le COVID-19. La priorité doit être accordée à l'ensemble de la population mondiale et non aux milliards que pourraient engranger les multinationales pharmaceutiques grâce aux brevets qu'elles détiennent sur les vaccins, que de toute façon elles n'auraient pas pu produire aussi rapidement sans l'aide financière des États. Dans le contexte exceptionnel de la pandémie de coronavirus, les vaccins pourraient être déclarés biens publics mondiaux. On pourrait abroger en conséquence, par décision nationale et internationale, les brevets accordant leur propriété à ces entreprises privées³¹. De façon plus simple, on pourrait exiger des pharmaceutiques qu'elle s'engage à fournir les vaccins à prix coûtant aux divers pays du monde³², spécialement aux pays pauvres.

6. Multiples dommages collatéraux

La manière de gérer cette pandémie concentre toute l'attention sur la dimension sanitaire de celle-ci et laisse de côté les autres aspects qu'elle soulève, du fait que les esprits sont hantés par la nécessité de sauver des vies et de préserver le système de santé. Une société peut-elle vraiment assurer le bien-être de ses habitants en subordonnant ainsi l'ensemble des rouages de la vie personnelle et sociale à des impératifs seulement médicaux ? À l'évidence non, car le confinement a engendré de graves problèmes sur de multiples plans.

Sur le plan économique, plusieurs secteurs ont été obligés de s'arrêter: la restauration, l'hôtellerie, le commerce, l'industrie sportive et culturelle, le tourisme,

³¹ La libération des vaccins de leurs brevets permettrait d'étendre leur production un peu partout dans le monde et faciliterait ainsi leur accès aux pays pauvres. Cependant le sujet suscite d'âpres débats entre les pharmaceutiques et divers mouvements humanitaires et plusieurs États. Cf. Adrien Sénécat, « Covid-19: faut-il libérer les brevets des vaccins pour en produire plus? », *Le Monde*, 9 février 2021. [Covid-19 : faut-il libérer les brevets des vaccins pour en produire plus ? \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/covid-19/article/2021/02/09/faut-il-liberer-les-brevets-des-vaccins-pour-en-produire-plus_6061112_1849618.html).

³² Une entente de cette nature aurait été conclue en juin 2020 entre AstraZeneca et l'alliance de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et des Pays-Bas: <https://www.economie.gouv.fr/accord-principe-alliance>. Par un revers de fortune, le vaccin AstraZeneca a été cependant suspendu ou limité aux personnes plus âgées dans plusieurs pays en raison de cas de thrombose observés chez des vaccinés plus jeunes.

l'aviation. Des milliers d'entreprises ont fait faillite ou peinent à se maintenir à flots. Des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi et sont frappés par le chômage. La situation financière d'un grand nombre de ménages canadiens s'est dégradée. Le gouvernement canadien a mis sur pied des programmes d'aide aux travailleurs et aux entreprises en difficulté, mais au prix d'un déficit colossal de 365 milliards de dollars pour 2021, que les générations futures devront rembourser pendant des lustres et qui grèvera, durant des décennies, les capacités de l'État à financer les services publics. De belles âmes se réjouissent du fait que la société ait donné priorité à la vie des gens plutôt qu'à l'économie. Ce sentiment de consolation est bien illusoire devant la souffrance des gens qui ont perdu leur gagne-pain et devant le désarroi que cette crise a semé. Il ne faut pas oublier non plus que, même si des pans entiers de l'économie se sont effondrés, d'autres secteurs plus chanceux ont fait des affaires d'or grâce à la pandémie, notamment les compagnies pharmaceutiques avec la vente des vaccins ainsi que les industries numériques avec le télétravail, le télé-enseignement et le commerce en ligne.

Sur le plan psychosocial, la santé mentale des gens s'est détériorée sous le choc de la réclusion et de la dislocation des rapports humains. Les amis s'ennuient de ne plus pouvoir se fréquenter librement. Les parents et les grands-parents souffrent d'être tenus à distance de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Les élèves du primaire et du secondaire sont soumis au stress d'évoluer dans des écoles transformées en geôles sanitaires où les déplacements et les échanges entre personnes sont strictement contrôlés. Les travailleurs mis au chômage s'inquiètent pour leur avenir. Les personnes qui ont pu garder leur emploi grâce au télétravail doivent supporter les effets déprimants de l'isolement.

Sur le plan éducatif, la politique sanitaire en place a profondément transformé le fonctionnement des établissements d'enseignement. À tous les niveaux, même au primaire, les cours habituels dits en « présentiel » ont été remplacés en bonne partie par les cours virtuels. Avec la pandémie, le télé-enseignement est devenu la formule pédagogique dominante à l'université. Cette invasion subite de l'enseignement numérique pose de sérieuses questions quant à la qualité de la formation dispensée. L'entreprise a été réalisée dans l'urgence sans que ne soient bien préparés ni le personnel enseignant ni le public étudiant. Cette précipitation a certainement entraîné des ratés. D'un point de vue plus général, on sait que, malgré ses qualités, le télé-enseignement³³ comporte des désavantages dont les difficultés d'accès dues au sous-équipement pour les élèves issus de milieux pauvres, la perte de motivation causée par la solitude, l'impossibilité pour l'enseignant d'adapter ses interventions pédagogiques *in praesentia*, les interactions limitées parmi le groupe d'étudiants, etc. L'apprentissage effectué dans

³³ Pour une analyse critique du télé-enseignement, cf. Fédération nationale des enseignants et des enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), *L'enseignement à distance: enjeux pédagogiques, syndicaux et sociétaux*, Montréal, 2019, 123 p.

de telles conditions n'a pu qu'entraîner une baisse de niveau³⁴. Les enfants et les adolescents du masque risquent d'être une génération sacrifiée, psychologiquement et intellectuellement.

Sur le plan des loisirs, paradoxalement, pour protéger la vie, la plupart des activités physiques ont été interdites alors qu'il s'agit d'un facteur déterminant pour être en santé. La suspension de la pratique du sport s'avère particulièrement dramatique chez les jeunes qui en ont besoin à la fois pour leur développement physique, le maintien de leur équilibre psychologique et le renforcement de leurs habiletés sociales. Le confinement a eu en plus des conséquences désastreuses dans le domaine culturel: plus de cinéma, plus de théâtre, plus de concert, plus de spectacle, plus de festival, en somme finis tous les événements artistiques qui nourrissent l'esprit et embellissent la vie. Nos artistes, nos comédiens, nos chanteurs, nos danseurs, nos musiciens ont été coupés de leur public et se sont retrouvés pour la plupart dans une situation pénible de désœuvrement et de précarité financière.

7. Troubles anthropologiques

La peur de la maladie a conduit un bon nombre de personnes à ne plus voir que la dimension sanitaire de l'événement du coronavirus au point d'en évacuer tous les ressorts culturels et philosophiques. Leur hypocondrie les a rendus aveugles au fait que la manière dont nos sociétés ont réagi face à cette pandémie découle directement d'une conception générale de la vie et du monde partagée par leurs membres. Chaque structure sociale engendre en effet un type humain particulier. En Occident, le type humain révélé par la crise du COVID-19 se caractérise par son manque de vitalité, sa crainte des autres et sa docilité.

La pandémie de coronavirus a semé la maladie et la mort sur toute la planète. L'univers sécuritaire et douillet des pays occidentaux a été fortement ébranlé psychiquement par ce fléau. Déshabitués d'être soumis à une épreuve de cette ampleur, les Occidentaux ont eu tendance à réclamer des pouvoirs publics et du monde scientifique des solutions immédiates pour leur épargner rapidement les souffrances résultant de l'épidémie. C'est que l'adversité n'est plus guère tolérée dans nos sociétés surprotégées. Même l'idée de la mort³⁵ y est évacuée. Cette fuite du tragique trahit une sorte d'atonie morale qui forme une humanité sans force de caractère, si hantée par le fantasme du risque zéro qu'elle est prête à renoncer à toutes ses libertés pour préserver son confort.

³⁴ Au secondaire québécois, la pandémie a effectivement fait augmenter le taux d'échecs dans plusieurs matières. Cf. Marco Fortier, « Des bulletins pandémiques peu reluisants pour les élèves du secondaire », *Le Devoir*, 9 février 2021. [Des bulletins pandémiques peu reluisants pour les élèves du secondaire \(msn.com\)](https://www.msn.com/fr-ca/actualites/les-élèves-du-secondaire-peu-reluisants-pour-les-élèves-du-secondaire)

³⁵ Sur le refus culturel de la réalité de la mort dans nos sociétés favorisées, voir Claude Simard, « Dénier de la mort, exclusion de la vieillesse », *Le Verbe*, 21 avril 2020. <https://le-verbe.com/idees/deni-de-la-mort-exclusion-de-la-vieillesse/>

La politique sanitaire mise en place pour combattre le COVID-19 fait l'apologie de comportements d'éloignement de ses semblables. Les autorités exhortent sans arrêt les gens à appliquer partout des « gestes barrières », à se désinfecter les mains compulsivement, à éviter les rencontres avec ses proches, à se tenir à bonne distance des autres, à porter le masque en public, etc. La généralisation du masque notamment enferme l'individu dans sa bulle privée et le sépare ainsi des autres. Sans la vue du visage, qui est la principale marque de l'identité personnelle, les gens ne sont plus des êtres humains reconnaissables, mais deviennent des corps anonymes circulant de manière autistique dans l'espace public. Le masque, en couvrant la bouche, envoie en plus le signal d'une fermeture à la communication. À la longue, toutes ces mesures vont développer chez les gens une attitude d'appréhension vis-à-vis des autres, qui ne seront plus vus comme des êtres à accueillir avec bienveillance, mais comme de dangereux porteurs de microbes potentiels. On remarque de plus en plus, en se promenant dans la rue, des réactions de méfiance chez les gens qui s'écartent et tournent la tête à votre passage. Les autorités répètent que les gestes barrières sont des actes de solidarité sociale. Sur le plan des interactions humaines, il s'agit plutôt de puissants vecteurs d'asocialité.

Avec les stratégies de communication qui ont été décrites plus haut, les autorités ont réussi à faire respecter leur politique sanitaire qui, d'après les sondages réalisés au Québec, serait endossée par une bonne majorité. Certes, des manifestations, dont certaines ont attiré un grand nombre de personnes, ont eu lieu à différents moments pour dénoncer les mesures de confinement, mais l'ensemble de la population s'est rangé derrière le gouvernement à l'exemple des médias. S'est installée avec le temps une sorte de résignation générale assortie de l'espoir d'un retour prochain à la normale grâce à la vaccination de masse. Cette docilité peut s'expliquer par le caractère dramatique d'une pandémie qui, en mettant la vie des gens en danger, suscite en eux un sentiment d'angoisse les amenant à s'en remettre totalement à leurs dirigeants pour les sortir de la crise. L'État est alors élevé au rang de protecteur incontestable du bien-être public à la manière d'un Big Brother salvateur tout-puissant. Bien des traits de ce processus de soumission rappelle en effet l'univers orwellien du roman *1984* : une rhétorique de la peur et de la punition; un matraquage médiatique par un journalisme de connivence; un encouragement à la dénonciation de tout manquement à l'orthodoxie sanitaire; une stratégie d'incrimination de boucs émissaires tenus pour des « complotistes » ou des « négationnistes » dans le cas d'une progression de l'épidémie malgré les mesures de confinement imposées; un dévoiement du langage où *préserver la vie* signifie « renoncer à tous ses attraits » et où *se montrer solidaire* signifie « se méfier des autres et s'en éloigner ».

Retour à la normale ou nouveau paradigme social en vue ?

La plupart des gens croient que cette situation n'est que temporaire et qu'elle prendra fin dans quelques semaines, au pire dans quelques mois, une fois que toute la population sera vaccinée. Rien ne semble moins certain. Bien des signes laissent présager au contraire qu'elle pourrait s'installer dans la durée. On annonce que les vagues de propagation du virus se multiplient et qu'elles sont de plus en plus dangereuses. Les

mesures de confinement s'amplifient et se durcissent malgré la vaccination en cours. Enfin, on commence à nous prévenir que les vaccins devront être renouvelés régulièrement bien après les deux doses suggérées au départ.

Se livrant à un exercice de prospective, le ministre de la santé du Québec, Christian Dubé, lors d'une récente entrevue³⁶, a avancé l'idée que le monde ne retournerait plus au mode de vie d'avant la crise du coronavirus, que les situations pandémiques reviendraient de façon cyclique comme les saisons et qu'en Occident le masque serait de plus en plus porté en public comme en Asie. Il prévoit en somme une transformation de la société axée sur une prophylaxie plus stricte et permanente.

Un nouveau régime sanitaire pourrait donc s'implanter pour de bon. Il pourrait se maintenir sans trop de difficulté puisque, ainsi que l'a montré la pandémie actuelle, il jouerait sur la force de l'instinct de conservation et qu'il tirerait sa légitimité de la promesse d'assurer la survie des gens.

De toute manière, même si elle prend fin incessamment, la crise du coronavirus laissera inévitablement des traces. Les risques épidémiques constitueront sans doute un thème électoral auquel on accordera beaucoup d'importance dans les années à venir. En raison de la vive polarisation de l'opinion et du conflit de valeurs qu'a suscités la question de la légitimité de suspendre les libertés fondamentales au nom de la santé publique, des amitiés se sont brisées, des liens familiaux ont été détruits. Beaucoup de jeunes, qui n'étaient pas à risque d'attraper la COVID-19, se sont sentis sacrifiés parce qu'on les a obligés à renoncer à leur mode de vie et à tous ses agréments pour sauver à leurs yeux des vieillards valétudinaires. La solidarité sociale tant vantée dans le discours officiel s'est traduite en fait par une déchirure du tissu social. Déjà en marche depuis plusieurs années, l'informatisation de la société s'accroît avec l'accoutumance à l'isolement créée par le confinement. Le système d'éducation élargira le télé-enseignement particulièrement au niveau universitaire. Les entreprises favoriseront le télétravail, rompant ainsi avec le caractère collectif du milieu professionnel. Enfin, les consommateurs recourront encore davantage à la vente en ligne, ce qui aura un impact dévastateur sur la vitalité des centres-villes.

Le risque est grand qu'à la faveur de cette pandémie les grandes multinationales de l'industrie pharmaceutique et de l'industrie informatique étendent encore davantage leur pouvoir et que les citoyens ordinaires des classes pauvres ou moyennes soient les victimes de cette réingénierie sociale comme ils l'ont été à l'occasion de ce confinement. Si une telle réforme médico-numérique devait s'opérer, une reconquête démocratique deviendrait alors nécessaire pour éviter que la société ne soit asservie à l'obsession prophylactique et à la dématérialisation, la dépersonnalisation et l'atomisation des rapports sociaux engendrées par l'extension du monde virtuel. Cette reconquête démocratique pourrait advenir à la seule condition que le peuple s'arme de courage pour s'opposer aux pouvoirs publics inféodés à l'idéologie sanitariste et numériste.

³⁶ Voir l'entrevue qu'il a donnée le 15 mars 2021 à l'émission *Deux filles le matin* à TVA+.

Si, par bonheur, nous revenions à une certaine forme de normalité, il importerait que nous fassions un examen approfondi de ce qui s'est passé lors de cette crise du coronavirus, pas seulement du point de vue médical ou organisationnel, mais aussi et surtout du point de vue social et philosophique, car cette pandémie nous engage à réfléchir, au-delà des lacunes de nos services publics, à notre manière d'envisager les grandes questions de l'existence humaine, à nos conceptions de notre rapport au risque, à l'adversité, à la maladie, à la vie et à la mort.

Notice biographique: Claude Simard est un professeur retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. Linguiste et didacticien du français, il a travaillé pendant plus de trente ans dans le domaine de la formation des enseignants. Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages dont *Didactique du français langue première* publié chez De Boeck. Au printemps 2020, il a fait paraître aux Presses de l'Université Laval, avec son collègue Claude Verreault, une étude sur le français du Québec: *La langue de Charlevoix et du Saguenay-Lac-Saint-Jean: un français qui a du caractère*.